

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 FÉVRIER 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/79 CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE VAGUEMESTRES AVEC LA VILLE DE CARQUEIRANNE - ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Louis MASSON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/79

BUREAU DU 17 FÉVRIER 2025

**O B J E T : CONVENTION DE MUTUALISATION DU SERVICE
VAGUEMESTRES AVEC LA VILLE DE CARQUEIRANNE
- ANNEE 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le projet de convention annexé,

CONSIDERANT que conformément à la loi du 16 décembre 2010 portant sur la réforme des collectivités territoriales, la Métropole Toulon Provence Méditerranée entend œuvrer à la maîtrise des dépenses publiques par une meilleure organisation de ses services,

CONSIDERANT que l'activité des vagemestres exercée dans le cadre du service courrier présente une utilité commune tant pour la ville de Carqueiranne que pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la ville de Carqueiranne souhaite continuer à bénéficier de cette mutualisation durant l'année 2025,

CONSIDERANT que les missions effectuées par la Métropole pour le compte de la commune donneront lieu à remboursement dans les conditions prévues à l'article D.5211-16 du Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDERANT que la formule retenue pour le remboursement est arrêtée comme suit : $(MS(\text{Masse salariale}) + Ch(\text{autres charges du service})) \times \% (\text{quotité de mise à disposition du service})$,

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'approuver les termes de la convention jointe et d'autoriser Monsieur le Président à la signer,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention annexée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.

Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 février 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

En effet, l'exercice de cette activité, d'une part par la commune, et, d'autre part, par TPM, implique un dédoublement des moyens humains et matériels nécessaires induisant des dépenses publiques supplémentaires. Ce résultat est contre-productif pour l'organisation intercommunale qui doit avant tout être source d'économie grâce à la gestion rationalisée mise en place.

La Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a pris acte de cet impératif de bonne organisation des services dans un objectif de maîtrise des dépenses publiques sans toutefois remettre en cause les principes fondateurs de l'intercommunalité : la spécialité et l'exclusivité.

De même la loi du 16 Décembre 2010 portant sur la réforme des collectivités territoriales prône le développement de la mutualisation des services.

Ainsi, l'article L.521 1-4.1, §III du Code Général des Collectivités Territoriales précise que « les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre de la bonne organisation des services ».

Cette possibilité a déjà été expérimentée avec succès avec la Ville.

Selon le souhait de la Ville, les parties ont envisagé la reconduction du dispositif.

Les services de la Métropole TPM concernés sont ci-après désignés « services mutualisés de vaguemestres ».

CELA EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités et les conditions de la mise à disposition par TPM auprès de la ville du service de vaguemestres.

ARTICLE 2 : Durée

La présente convention entre en vigueur à compter du 1er janvier 2025 et prendra fin le 31 décembre 2025. Cette convention pourra être reconduite par tacite reconduction.

ARTICLE 3 : Définition du service mutualisé

Le service mutualisé au sens de la présente convention est constitué de trois vaguemestres de TPM, rattachés au service Courrier.

Il s'agit de trois agents de catégorie C dont les noms seront communiqués à la Ville sur sa demande.

ARTICLE 4 : Missions du service mutualisé pour le compte de la commune

L'intervention, pour le compte de la commune du service mutualisé a pour objet les missions suivantes :

- Transport et transmission de courriers et plis entre la Ville et TPM,

- Transport et transmission de courriers et plis de la Ville vers le Conseil Départemental du Var à Toulon,
- Transport et transmission de courriers et plis municipaux de la Mairie vers la Préfecture du Var à Toulon,
- Réception et transport de courriers et plis municipaux de la Préfecture du Var à Toulon vers la Mairie.

ARTICLE 5 : Modalités d'exécution du service

- Les missions susvisées étant réalisées dans le cadre du service Courrier de TPM, elles seront exécutées conformément au planning journalier établi par ce service en concertation avec la Ville.
- TPM s'engage à transmettre à la Préfecture et au Conseil Départemental du Var les documents remis par la Ville, le jour même de cette remise. En cas de non-respect de cet engagement, TPM informe la Ville dans les plus brefs délais du retard pris dans la transmission.
- La Ville reconnaît être informée que l'ensemble des documents transportés transitent nécessairement dans les locaux de TPM,
- Lorsque le transport et la transmission de documents sont effectués pour le compte de la Ville, cette dernière en fixe par écrit la nature et le nombre.
- La remise et la collecte des documents auprès de la Ville se fait en un point unique préalablement déterminé par les parties.

ARTICLE 6 : Responsabilité

Le service vaguemestre est placé sous la responsabilité de la Métropole.

Les agents dépendent toutefois de l'autorité fonctionnelle du maire pour les missions réalisées pour le compte de la ville telles que définies à l'article 4.

ARTICLE 7 : Dispositions financières

Les missions effectuées par le service mutualisé pour le compte de la Ville donnent lieu à remboursement dans les conditions prévues à l'article D5211-16 du CGCT.

La quotité de la mise à disposition du service de TPM est déterminée en fonction du nombre de tournées effectuées vers la ville.

La formule retenue pour le remboursement est arrêtée comme suit :

$$(MS + Ch.) * x \%$$

Dans laquelle :

x % correspond à la quotité de mise à disposition du service (part relative des prestations effectuées pour le compte de la ville)

« MS » correspond aux Charges salariales brutes des vaguemestres
« Ch. » correspond aux autres charges du service : carburant consommé par le service, location de véhicules, etc.

Les éléments du calcul seront constatés par TPM à chaque fin d'année et communiqués à la ville avant le 30 janvier de l'année suivante.

Sauf contestation de la Ville dans un délai de 15 jours à compter de la transmission des éléments de calcul, un titre du montant correspondant sera émis dans les meilleurs délais.

ARTICLE 8 : Modalités de résiliation

La présente convention pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie pour tout motif, sous réserve du respect d'un préavis de 3 mois.

Les services effectués pour l'année en cours donneront lieu à un remboursement calculé selon les modalités définies à l'article précédent.

ARTICLE 9 : Réflexion sur la gestion optimale des moyens humains

En cas de décision de ne pas renouveler, ou en cas de résiliation, les parties s'engagent à étudier, durant la période de 3 mois précédant la fin des relations contractuelles, les autres modalités d'organisation des moyens humains du service mutualisé dans une optique de solidarité, d'efficacité, d'économie d'échelle et de gestion optimale du service public.

ARTICLE 10 : Compétence juridictionnelle

En cas de litige pour l'application de la présente convention les parties s'en remettent au juge du Tribunal Administratif de Toulon.

Fait à Toulon, le

Pour la Ville de Carqueiranne
Le Maire,

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Le Président,

Arnaud LATIL

Jean-Pierre GIRAN